

COMMUNIQUE DE PRESSE du SYNDICAT CGT POMMIER et de l'Union Départementale CGT des Hautes-Pyrénées.

La crise sociale et sanitaire est aujourd'hui le révélateur de décennies de politiques capitalistes qui ont pour seul objectif l'accaparatrice des richesses produite par le monde du travail, peu importe le prix, peu importe les conséquences, et peu importe les procédés malhonnêtes pour y arriver. Pas une semaine ne passe sans Plan de Suppression d'Emploi, les entreprises se servant de la pandémie Covid pour restructurer l'économie au niveau mondial en étant aux aguets pour maximiser les profits sur le dos des salariés....

Le combat mené par les salariés de toutes les filiales du groupe CAHORS est l'exemple que rien n'est joué, les puissants plient quand les travailleurs s'en mêlent. Alors que le groupe CAHORS fabrique des produits qui participent à la gestion de l'énergie qui est stratégique et vitale, son PDG, un patron voyou a décidé de démanteler le groupe pour une simple opération financière.

Après

- **1 PLE chez TRANSFIX = -9 salariés**
- **1 PLE chez MAEC = -9 salariés**
- **1 PLE chez POMMIER = -8 salariés**
- **1 PSE chez MAEC = -56 salariés**
- **1 PLE chez EPSYS = -9 salariés**
- **2ème PLE chez POMMIER = -7 salariés**
- **TOTAL = -98 salariés**

Vient s'ajouter la cessation de paiement de Cahors International = - 21 salariés

Aujourd'hui la stratégie de l'actionnaire est claire, il n'y a aucun projet industriel, aucun avenir pour le groupe ! Ce n'est pas que l'avenir de Cahors international qui est menacé mais celui de tout le groupe. L'actionnaire découpe en morceau le groupe ! Alors, oui ! les salariés ont raison de se mobiliser et cette mobilisation paye.

C'est la raison pour laquelle, dès le mois de juillet la CGT a réuni en visio, les représentants CGT des entités (MAEC, Cahors inter, EPSYS, CRDE, Pommier, Transfix) pour analyser la situation.

L'analyse de la CGT est la suivante : **dans une filière stratégique en pleine croissance les suppressions d'emploi dans tout le groupe** (PLE, PSE...) ne sont pas justifiées d'autant que les engagements du repreneur pour des investissements et un projet industriel n'ont pas été tenus. Le repreneur n'est que sur une opération financière à court terme achat/ revente qui fragilise le groupe et son avenir industriel. Le client principal et les experts confirment cette analyse

C'est pourquoi, la CGT a réuni à Toulouse le 11 septembre dernier les représentants

- CGT des entités (MAEC, Cahors inter, EPSYS, CRDE, Pommier, Transfix)
- des Unions Départementales CGT 46 et 65,
- du Comité Régional Occitanie CGT,
- de la Fédération CGT de la Métallurgie et de l'Energie,
- de la CGT du principal Client, ENEDIS,

afin d'établir des propositions et actions.

Suite à cette réunion, une action coordonnée sur l'ensemble du Groupe c'est déroulée les 6 et 7 octobre.

Le 14 Octobre, Carole Delga, présidente de la Région Occitanie proposait une visio conférence aux représentants CGT qui l'avaient sollicité. Grâce à la mobilisation et consciente de la situation anormale que les experts confirment, la présidente de Région s'était engagé à :

- convoquer le PDG du Groupe avec le Préfet de région ou son représentant (fait le 12 novembre dernier)
- organiser une table ronde réunissant, Enedis, le PDG du groupe Cahors-Espys, les organisations syndicales et les élus de la Région Occitanie, pour faire un état des lieux, apporter des propositions et interpellé le Ministre de l'économie.

Preuve que la mobilisation et que le « tous ensemble » dans le groupe payent. Nous devons poursuivre la démarche, la mobilisation pour que ces engagements aillent jusqu'au bout et exiger de l'actionnaire principal :

- L'arrêt immédiat des licenciements (PLE, PSE, liquidation...) et l'arrêt du démantèlement du Groupe
- D'accepter un plan d'aide sous condition de maintien et développement de l'emploi en CDI avec le retour à des investissements et la mise place d'un véritable projet industriel et de recherche et développement pour des produits d'avenir, et des méthodes de production plus respectueuse de l'environnement.

Si tel n'était pas le cas qu'il s'en aille et que l'état aide à la recherche d'un repreneur sérieux.

Hier encore les élus ont interpellé Monsieur Libert sur la nécessité d'un audit pour mettre en lumière le manque de projet et les malversations financières : Monsieur Libert à déclaré « vous m'avez piégé ! »

Pour Cahors International, un procureur a été nommé au tribunal pour constater les malversations fabriquées par l'actionnaire. Il est dans la nasse. Dans ce contexte Schneider risque de réfléchir à 2 fois avant de s'engager dans une quelconque reprise. Le 16 décembre tous les salariés du groupe ont débrayé : MAEC, Cahors inter, EPSYS, CRDE, Pommier, Transfix, mais aussi les filiales en Espagne et au Maroc

C'est maintenant que se joue l'avenir des emplois et du groupe.

Les salariés sont prêts à poursuivre la mobilisation dans toute les filiales du groupe pour faire cesser la casse de l'emploi, le démantèlement du groupe et exiger des pouvoirs public, du client principal et de l'actionnaire le développement industriel et de l'emploi nécessaire à la filière.